

Merci, Charles.

Permettez-moi de souhaiter également la bienvenue au nouveau président de la République de Chypre, Nikos Christodoulides, pour sa première participation à un sommet de l'Union. Nous sommes tous attachés à la réunification de votre pays sous les auspices du plan des Nations unies, et vous pouvez compter sur l'Union européenne et sur notre solidarité.

Vis-à-vis de l'Ukraine, également, nous devons continuer à défendre cette même solidarité, que ce soit sur les plans politique, économique, humanitaire ou militaire. Or, cette tâche est de plus en plus ardue. Une certaine lassitude de la guerre, conjuguée à la propagande russe, commence à faire effet. Il devient de plus en plus difficile de continuer à convaincre qu'il est fondamental que l'Europe soutienne l'Ukraine et que le prix de la liberté n'est pas trop élevé. Mais nous devons continuer à le faire, et je tiens à vous remercier pour l'unité dont vous faites preuve autour de cette table.

Nous devons continuer à réfléchir aux prochaines étapes. La paix doit rester l'objectif ultime, et l'Union européenne est particulièrement bien placée pour y contribuer; mais pour qu'il y ait la paix, l'Ukraine doit continuer d'exister. Et ce ne sera pas le cas sans notre soutien.

L'accord concernant la livraison et l'acquisition conjointe de munitions est un accord historique, fruit de la détermination et de la résilience. Il est vital pour l'Ukraine. Il est vital pour l'Europe. Il en va non seulement de la sauvegarde de l'Ukraine, mais également de celle de l'Europe.

Les progrès en matière de passation conjointe de marchés nous font avancer vers une politique européenne de défense et de sécurité plus ciblée. À nouveau, nous avons besoin de «plus d'Europe».

Nos dix trains de sanctions ont durement touché la Russie. Nous devons cependant combler toutes les lacunes qui subsistent dans notre système et qui permettent aux alliés de Poutine d'avoir encore accès à l'Union. Les sanctions fonctionnent, elles sont nécessaires et proportionnées. Mais elles doivent être pleinement mises en œuvre, et il nous faut continuer à dialoguer avec les pays tiers afin de les y associer également.

Nous devons aussi redoubler d'efforts pour éviter que la situation humanitaire en Ukraine n'échappe à tout contrôle, en particulier pour les enfants.

Des enfants vivant dans des zones occupées d'Ukraine sont victimes de déportation illégale et de transfert illégal vers la Russie. Plus de 16 000 enfants ont subi cela.

Poutine et ses complices à tous les niveaux doivent être sanctionnés et répondre de leurs actes. C'est pourquoi nous saluons les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale. C'est sur cette dynamique que nous devons nous appuyer, une dynamique en phase avec la nécessité de mettre en place un tribunal international spécial pour le crime d'agression commis contre l'Ukraine.

En tant qu'Union européenne, nous sommes plus forts lorsque nous assumons des responsabilités communes et agissons ensemble comme nous le faisons aujourd'hui.

Je tiens également à souligner la situation en Moldavie. Maia Sandu accomplit des miracles pour protéger les piliers de la démocratie et repousser fermement les tentatives russes de les

affaiblir. Je demande que nous continuions à offrir un soutien concret, économique et politique à la Moldavie.

Il nous faut aussi continuer à soutenir les forces démocratiques en Géorgie et en Biélorussie. Et nous devons réaffirmer notre soutien à celles et ceux qui luttent pour les droits des femmes, pour la vie et pour la liberté en Iran.

L'ambition de la Russie est claire: revenir au confort illusoire d'un monde divisé en factions opposées. Nous devons nous opposer à cela.

La prospérité de l'Europe et l'amélioration de la vie des citoyens européens sont les fondements mêmes de notre construction de l'Union européenne. Ne le perdons jamais de vue. Par le passé, l'Europe est sans cesse parvenue à ressortir renforcée de l'adversité.

Notre marché unique constitue un tremplin qui permet aux entreprises européennes d'accéder aux marchés mondiaux. Les économies des pays de l'Union sont compétitives et elles doivent le rester. Nous formons un marché de 450 millions d'habitants; ensemble, nous sommes plus forts.

La double transition de l'Union européenne ne pourra avoir lieu, avec le concours de ses citoyens, que si nous créons les conditions favorables à cette transition. Nous devons expliquer que la transition écologique profitera à terme aux citoyens, aux entreprises et à leurs familles.

Cette transition ne saurait être l'apanage des personnes qui peuvent acheter des voitures écologiques onéreuses et de coûteux systèmes d'isolation économes en énergie. Il est impensable que nous créons une fracture au sein de nos sociétés entre ceux qui peuvent adopter un mode de vie écoresponsable et ceux qui ne le peuvent pas parce que leur priorité est de joindre les deux bouts. Nous ne devons laisser personne de côté.

Sans soutien de l'opinion publique, il ne pourra y avoir de transition écologique.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'investissements ciblés, assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance clairs. Les entreprises n'investiront dans la transition écologique que si on leur présente des arguments économiques de poids et des mesures incitatives en faveur de celle-ci. Avec des objectifs clairs, nous pouvons orienter le processus et préserver notre avantage concurrentiel.

Investir dans la prédominance européenne et dans des technologies stratégiques telles que l'énergie solaire et éolienne, les pompes à chaleur et les batteries sera bénéfique pour l'ensemble de la société. Il nous faudra faire mieux avec un accès plus aisé aux financements existants et avec moins de formalités administratives. Et comme je l'ai déjà dit, nous avons besoin de conditions de concurrence équitables, mais évitons de nous lancer dans une course au protectionnisme.

Nous avons également besoin d'investissements privés, afin que nos PME et nos jeunes pousses restent en Europe. Il est essentiel d'achever l'union des marchés des capitaux, qui demeure trop fragmentée.

Le Parlement européen est résolu à faire aboutir les propositions relatives au marché de l'électricité, au plan industriel du pacte vert, au règlement «zéro émission nette» et à la réglementation sur les matières premières critiques.

Ce qui importe pour nous tous, c'est la prévisibilité législative. Si les propositions législatives suscitent des préoccupations, nous devons en discuter ensemble en temps utile afin de trouver des solutions pragmatiques.

Les répercussions de la faillite de la Silicon Valley Bank et du sauvetage de Credit Suisse ont fait la une de nombreux journaux. Le secteur bancaire de la zone euro est résilient. Ensemble, nous avons mis en place des garanties solides pour protéger le secteur bancaire de l'Union. La Banque centrale européenne est prête à intervenir au besoin, bien que, jusqu'à présent, les conséquences au sein de l'Union semblent limitées.

L'achèvement de l'union bancaire demeure toutefois une priorité pour garantir une plus grande stabilité financière avant le prochain choc.

En ce qui concerne la migration, le Parlement européen jouera son rôle. Nous sommes prêts à voter la semaine prochaine, mais nous vous demandons de faire aboutir les dossiers encore ouverts qui traitent de la solidarité, c'est-à-dire le règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration et le règlement sur les crises et les cas de force majeure.

C'est ainsi que nous parviendrons à l'équilibre dont nous avons tant besoin sur ces questions, qui nous permettra de protéger les frontières, d'offrir protection et dignité à ceux qui en ont besoin, d'assurer le retour de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises et de réduire à néant le modèle économique des trafiquants d'êtres humains qui profitent des personnes plus vulnérables.

Nous devons continuer à agir de concert et à œuvrer en faveur de plus d'Europe là où cela est nécessaire.

Plus d'Europe n'est toutefois pas synonyme d'uniformisation. Nous sommes différents et fiers de l'être. L'affirmation selon laquelle l'Europe chercherait à rendre tout le monde identique est tout simplement erronée. Nous chérissons l'unité dans la diversité. Nous savons que nous devons être très présents sur les grands enjeux, mais plus discrets sur les questions de détail – et les questions à l'ordre du jour comptent incontestablement parmi les grands enjeux.

Je vous remercie de votre attention.